



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE  
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE DE  
POLITIQUE MONETAIRE**

**Premier trimestre 2018**

**Juillet-2018**

<b>LISTE DES ACRONYMES .....</b>	<b>2</b>
<b>RESUME ANALYTIQUE .....</b>	<b>3</b>
<b>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL .....</b>	<b>5</b>
1.1. Croissance du PIB mondial .....	5
1.2. Commerce mondial .....	6
1.3. Evolution des prix dans le monde .....	7
1.4. Politique monétaire dans les pays développés .....	8
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA .....	8
<b>2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI .....</b>	<b>11</b>
2.1. Production et prix .....	11
2.2. Secteur extérieur .....	12
2.2.1. Commerce extérieur .....	12
2.2.2. Balance des paiements .....	14
2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs .....	16
2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (MID) .....	16
2.3. Finances publiques .....	17
2.4. Secteur monétaire .....	18
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts .....	18
2.4.2. Base monétaire .....	21
2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties .....	22
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière .....	23
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire .....	23
2.5.2. Qualité du portefeuille .....	25
2.5.3. Adéquation du capital .....	27
2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire .....	28
<b>3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE .....</b>	<b>29</b>

## **LISTE DES ACRONYMES**

<b>AFSS</b>	: Afrique Sub-saharienne
<b>AEN</b>	: Avoirs Extérieurs Nets
<b>AIN</b>	: Avoirs Intérieurs Nets
<b>BCE</b>	: Banque Centrale Européenne
<b>BIF</b>	: Franc Burundi
<b>BRB</b>	: Banque de la République du Burundi
<b>CEA</b>	: Communauté Est Africaine
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>ISTEEBU</b>	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
<b>KES</b>	: Shilling Kenyan
<b>M2, M3</b>	: Masse Monétaire
<b>MBIF</b>	: Million de Francs Burundi
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>MFBCDE</b>	: Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique
<b>MID</b>	: Marché Interbancaire de Devises
<b>MUSD</b>	: Millions de dollars américains
<b>MW</b>	: Mégawatt
<b>OCDE</b>	: Organisation de Coopération et de développement Economiques
<b>OMC</b>	: Organisation Mondiale du Commerce
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>REGIDESO</b>	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d'Electricité
<b>RWF</b>	: Franc Rwandais
<b>T</b>	: Tonne
<b>TZS</b>	: Shilling Tanzanien
<b>UGX</b>	: Shilling Ougandais
<b>USD</b>	: Dollar Américain
<b>WTOI</b>	: World Trade Outlook Indicator

## RESUME ANALYTIQUE

Au premier trimestre 2018, l'activité économique a décéléré dans les principaux pays avancés, en rapport avec les mesures commerciales protectionnistes adoptées par les Etats Unis envers ses principaux partenaires commerciaux. L'activité économique pourrait s'améliorer davantage en 2018, le taux de croissance attendu est de 3,9% contre 3,8% enregistré en 2017, en liaison avec l'accélération de la croissance dans la plupart des pays avancés et émergents ainsi que les effets positifs attendus de la nouvelle politique américaine plus expansionniste.

L'inflation du premier trimestre 2018 a augmenté dans la plupart des pays avancés et émergents, en rapport avec la reprise à la hausse des prix des principaux produits de base.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique devrait s'accélérer en 2018, passant de 2,8% en 2017 à 3,4%, soutenue par la bonne tenue des cours des produits de base sur le marché international notamment le prix du pétrole.

Les pays de la CEA enregistreraient une amélioration de l'activité économique en 2018 (5,8% contre 5,2% en 2017) largement supérieur à celui de l'Afrique subsaharienne (3,4%), suite notamment à une stabilité macroéconomique, aux investissements en infrastructures et les investissements directs étrangers dans les télécommunications et dans l'exploration et extraction du pétrole.

Au Burundi, les principales productions du secteur primaire notamment la production vivrière et celle du thé ont augmenté au cours du premier trimestre 2018. Par conséquent, l'inflation a sensiblement baissé en glissement annuel, passant de 18,1% à 0,7% en moyenne au premier trimestre 2018.

Les prévisions pour 2018 montrent que la croissance économique s'améliorait davantage (4,0 contre 2,8% en 2017), en rapport avec la reprise de l'activité dans tous les secteurs. L'inflation pourrait également diminuer pour s'établir à 4,4% contre 16,1% enregistrée en 2017.

La balance des paiements du premier trimestre 2018 a dégagé un besoin de financement (compte courant et de capital) inférieur à celui du même trimestre 2017, passant de -96.079,1 à -88.159,9 MBIF. Cette réduction a résulté de la hausse de l'excédent du compte de capital (51.848,4 contre 30.818,2 MBIF) principalement les dons projets.

En glissement annuel, les réserves officielles de change ont diminué de 31,1% et couvraient 1,0 contre 1,7 mois d'importations de biens et services.

Les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit budgétaire plus profond que celui du trimestre correspondant de 2017, passant de -29.419,8 à -43.934,2 MBIF. Ce déficit a été principalement financé par l'endettement intérieur net.

Les réserves des banques commerciales ont diminué au cours du premier trimestre 2018. Suite à cette baisse, les banques commerciales ont recouru au refinancement de la Banque Centrale, se fixant à 165.029 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 89.561 MBIF à la même période de 2017. En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire se sont accrues, en liaison principalement avec l'augmentation des avoirs intérieurs nets.

Au premier trimestre 2018, le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Tous les principaux indicateurs de solidité et de rentabilité financière de ce secteur se sont améliorés.

## 1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

### 1.1. Croissance du PIB mondial

Au premier trimestre 2018, l'activité économique a décéléré dans les principaux pays avancés, en rapport avec les mesures commerciales protectionnistes adoptées par les Etats Unis envers ses principaux partenaires commerciaux. En effet, le taux de croissance économique de l'ensemble des pays de l'OCDE a décéléré, s'établissant à 0,5 contre 0,6% enregistré au trimestre précédent. Cependant, en glissement annuel, l'activité économique s'est améliorée (2,6 contre 2,2%) à l'exception du Royaume-Uni.

**Tableau 1: Croissance économique des principaux pays avancés**

	Glissement trimestriel		Glissement annuel	
	T4-2017	T1-2018	T1-2017	T1-2018
<b>OCDE - Total</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>2,2</b>	<b>2,6</b>
Zone euro	0,7	0,4	2,1	2,5
Sept grands (G7)	0,6	0,4	1,8	2,2
Allemagne	0,6	0,3	2,1	2,3
Canada	0,4	n.d.	2,3	n.d.
États-Unis	0,7	0,6	2,0	2,9
France	0,7	0,3	1,2	2,1
Italie	0,3	0,3	1,3	1,4
Japon	0,1	-0,2	1,3	1,0
Royaume-uni	0,4	0,1	2,1	1,2

Source : Site de l'OCDE, mai 2018

Aux Etats-Unis, bien que la croissance du PIB ait légèrement ralenti au premier trimestre 2018 (0,6 contre 0,7% au trimestre précédent), elle s'est améliorée en glissement annuel, s'établissant à 2,9 contre 2,0%. Elle est soutenue par des mesures de relance budgétaire, la progression des investissements privés, l'essor du commerce mondial et l'accroissement de la demande intérieure.

Dans la Zone euro, la croissance économique s'est établie à 0,4 contre 0,7% au quatrième trimestre 2017. En glissement annuel, le PIB s'est accru de 2,5% contre 2,1% à la même période de l'année précédente, en raison de l'amélioration du marché du travail et de l'affermissement de la demande intérieure.

Au Japon, en dépit de la décroissance observée au premier trimestre 2018 (-0,2 contre 0,1% le trimestre précédent), l'activité économique s'est accrue en glissement annuel, s'établissant à 1,0 contre 1,3%, en liaison avec la conjoncture mondiale favorable et à l'expansion de la demande intérieure.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB a décéléré (0,1 contre 0,4% au trimestre précédent), suite à des conditions climatiques défavorables à la production de certains secteurs notamment la construction et la vente au détail.

Selon les dernières estimations de croissance du FMI mises à jour en avril 2018, la croissance économique mondiale pourrait davantage s'améliorer en 2018 (3,9 contre 3,8% en 2017), en liaison avec l'accélération de la croissance dans la plupart des pays avancés (2,5 contre 2,3%) et pays émergents ainsi que les effets positifs attendus de la nouvelle politique budgétaire américaine plus expansionniste.

Dans les des pays émergents et en développement, l'activité économique devrait continuer de s'affermir en 2018. Le taux de croissance s'établirait à 4,9 contre 4,8% en 2017 et tiendrait à une amélioration des exportations de produits de base et aux solides résultats économiques des pays émergents d'Asie.

En Chine, la croissance économique devrait légèrement fléchir, passant de 6,9% à 6,6% en 2018, en rapport avec le rééquilibrage de l'économie de l'investissement vers la consommation intérieure et de l'industrie vers les services.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique pourrait s'accélérer en 2018 (3,4 contre 2,8% en 2017), en liaison avec la remontée des prix des produits de base.

## **1.2. Commerce mondial**

L'indicateur des perspectives du commerce mondial de l'OMC (*WTOI*) au premier trimestre 2018 (102,3 contre 102,2 au trimestre précédent) montre que le commerce mondial a légèrement repris au premier trimestre 2018.

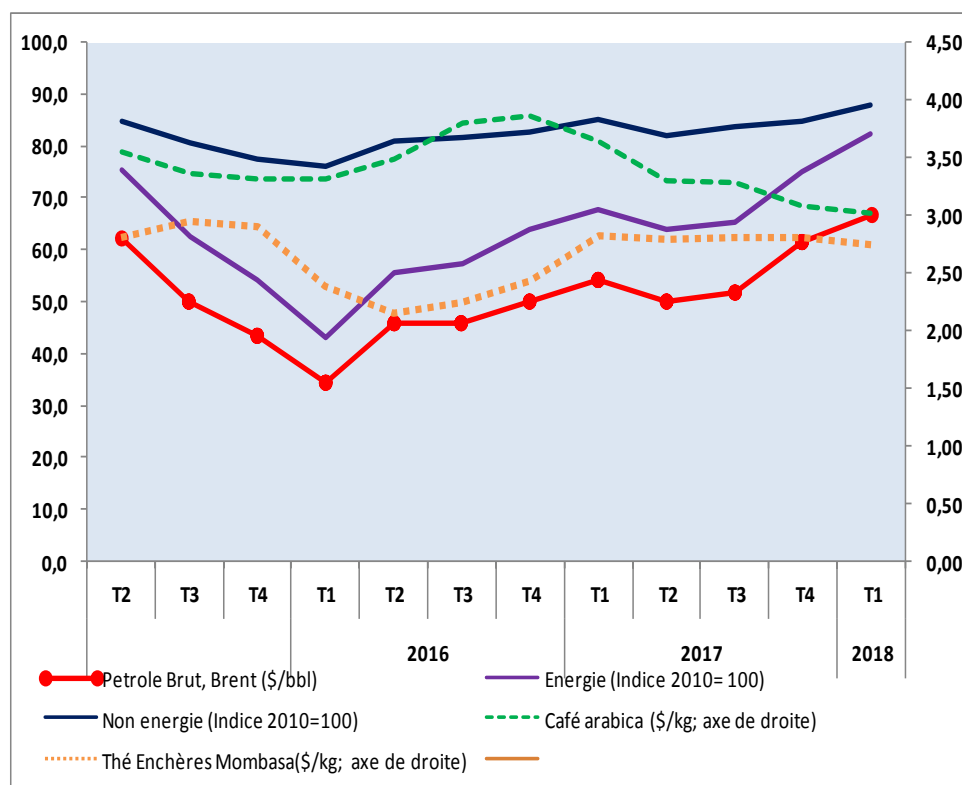
Selon l'OMC, le volume du commerce mondial des marchandises devrait progresser de 4,4% en 2018, soutenu par une croissance économique plus forte dans toutes les régions du monde en rapport avec l'accroissement des investissements et la politique budgétaire expansionniste.

### 1.3. Evolution des prix dans le monde

Les prix des matières premières ont poursuivi leur remontée au cours du premier trimestre 2018 à l'exception du café arabica et du thé dont les prix ont baissé. En effet, le cours du pétrole brut (Brent) est passé de 61,5 à 66,95 \$/bbl d'un trimestre à l'autre. Le prix du café arabica s'est établi à 3,01 contre 3,08 \$/kg et celui du thé aux enchères de Mombassa s'est établi à 2,75 contre 2,80 \$/kg.

Les indices des principaux groupes de produits ont augmenté. En effet, l'indice de l'énergie a progressé d'un trimestre à l'autre, passant de 74,9 à 82,32 et celui des produits non énergétiques de 84,7 à 87,95.

**Graphique 1 : Prix des matières premières**



Source: Banque Mondiale, prix des matières premières, Mai 2018

Au premier trimestre 2018, l'inflation a légèrement fléchi dans l'ensemble des pays de l'OCDE, s'établissant à 2,21 contre 2,29% au quatrième trimestre 2017. Elle a augmenté aux Etats-Unis (2,21 contre 2,12%) tandis qu'elle a baissé dans la Zone euro (1,26 contre 1,42%). L'inflation a augmenté dans les principaux pays émergents notamment en Chine, où elle est passée de 1,80 à 2,17%.



**Tableau 2: Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en glissement annuel)**

	T1-2017	T4-2017	T1-2018
Chine	1,40	1,80	2,17
États-Unis	2,54	2,12	2,21
Japon	0,30	0,60	1,30
Zone euro	1,76	1,42	1,26
OCDE - Total	<b>2,38</b>	<b>2,29</b>	<b>2,21</b>

Source : OCDE, mai 2018

#### **1.4. Politique monétaire dans les pays développés**

Au cours du premier trimestre 2018, les banques centrales des pays avancés ont globalement maintenu leurs politiques monétaires accommodantes comme pour le trimestre précédent dans l'objectif de stimuler davantage la reprise économique.

La Réserve Fédérale Américaine a maintenu sa politique monétaire accommodante tout en poursuivant graduellement la normalisation de son taux directeur qui est passé dans une fourchette de 1,5% et 1,75% en vue de soutenir un retour durable à une cible d'inflation de 2%.

La BCE a maintenu les taux d'intérêts des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt, respectivement à 0,00%, 0,25% et -0,40%. Elle a poursuivi son programme de rachat massif de dettes.

La Banque du Japon (BoJ) n'a pas changé sa politique monétaire, estimant que la croissance économique reste modérée et que l'objectif d'inflation de 2% est loin d'être réalisé. La Banque a reconduit ses taux négatifs sur les dépôts (-0,1%) et son vaste programme de rachat d'actifs.

#### **1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA**

D'après les prévisions du FMI d'avril 2018, l'activité économique de la CEA s'améliorerait de 5,8% en 2018 contre 5,2% en 2017. Les pays de la CEA enregistreraient des taux de croissance variant entre 4,0 et 7,2%, dépassant celui de l'Afrique subsaharienne (3,4%), suite notamment à une stabilité macroéconomique dans la majorité des pays membres et aux investissements publics et privés soutenus, en particulier, les investissements directs étrangers dans le secteur pétrolier et les télécommunications.

**Tableau 3 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)**

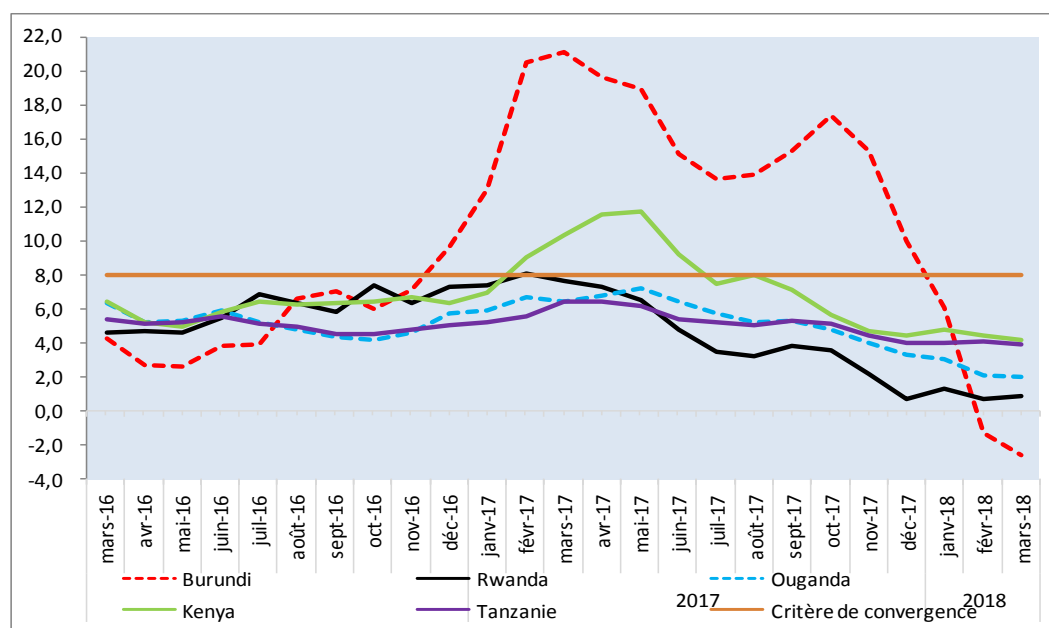
	2014	2015	2016	2017	2018 (proj.)
Burundi*	4,2	-0,4	2,8	2,8	4,0
Rwanda	7,6	8,9	6,0	6,1	7,2
Tanzanie	7,0	7,0	6,6	6,0	6,4
Ouganda	4,6	5,7	2,3	4,5	5,2
Kenya	5,4	5,7	5,8	4,8	5,5
CAE	5,9	6,1	5,4	5,2	5,8
AfSS**	5,1	3,4	1,4	2,8	3,4

Source : Perspectives économiques régionales : FMI, avril 2018

\*Cadre macroéconomique du Burundi, mars 2018

La diminution généralisée de l'inflation observée depuis le deuxième trimestre de l'année 2017 s'est poursuivie au premier trimestre 2018 dans tous les pays de la CEA. Cette tendance est attribuable à une baisse des prix des produits alimentaires, liée notamment à une bonne production vivrière conjuguée à une stabilité des taux de change.

**Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA**

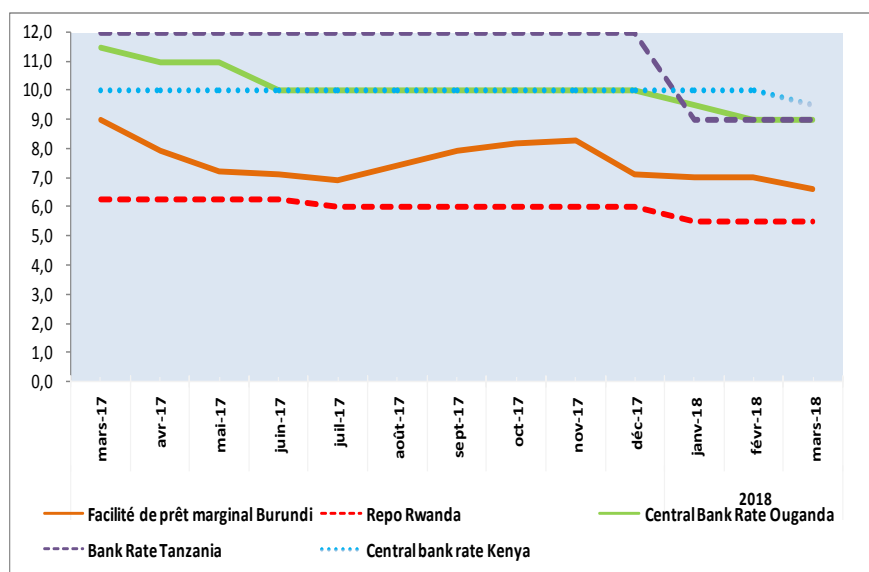


Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Les taux d'inflation moyens du premier trimestre 2018 se sont établis en dessous du critère de convergence (8%) dans tous les pays.

Au cours du premier trimestre 2018, les banques centrales des pays de la CEA ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes en vue de stimuler davantage l'activité économique.

### Graphique 3 : Taux d'intérêt des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Les banques centrales du Rwanda et de la Tanzanie ont maintenu leurs taux à 5,5% et 9,0% respectivement au cours du premier trimestre 2018. Le Kenya et l'Ouganda ont baissé leur taux directeur de 10,0 à 9,0% et de 9,5 à 9,0% respectivement. Au Burundi, le taux de la facilité de prêt marginal (FPM) s'est établi, en moyenne trimestrielle, à 6,9 contre 7,9% au trimestre précédent.

D'un trimestre à l'autre, les taux de change des monnaies des pays de la CEA se sont globalement stabilisés par rapport au dollar américain, suite principalement à la stabilité macroéconomique que connaissent la plupart des pays de la Communauté Est Africaine.

Tableau 4 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies de la CEA (fin de période)

	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
déc.2016	2172,60	811,67	3610,50	102,48	1688,60
mars.2017	2223,90	826,09	3614,20	103,00	1708,66
juin.2017	2230,14	830,20	3590,90	103,61	1720,80
sept.2017	2237,77	837,71	3603,10	103,15	1750,79
déc.2017	2230,10	844,99	3635,08	103,13	1766,70
mars.2018	2248,60	852,68	3686,89	100,75	1775,59
Var.mar-18/mar-17	1,11	3,22	2,01	-2,18	3,92
Var.mar-18/déc-17	0,83	0,91	1,43	-2,31	0,50

Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

En glissement annuel, le Franc Burundi (+3,9%), le Franc Rwandais (+3,2%), le Shilling ougandais (+2,0%), le shilling tanzanien (+1,1%) se sont légèrement dépréciés par rapport au dollar américain alors que le Shilling Kenyan (-2,2%) s'est apprécié.

## **2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI**

### **2.1. Production et prix**

Au premier trimestre 2018, certaines productions du secteur primaire ont connu une évolution contrastée tandis que les productions des secteurs secondaire et tertiaire se sont accrues.

Dans le secteur primaire, la quantité du café vert s'est établie à 635 contre 1.586 T au trimestre correspondant de 2017 tandis que celle du thé sec a progressé de 10,8% par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 2.936 à 3.256 T.

L'indice moyen de la production industrielle s'est accru de 17,0%, par rapport au même trimestre de 2017, en liaison avec la progression de la production dans les branches des industries alimentaires (+18,2%) et chimiques (+7,2%). Par contre, cet indice a reculé de 21,8% par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 117,9 contre 150,7, en liaison avec la diminution de la production dans les branches des industries alimentaires, les branches chimiques ainsi que dans les branches des matériaux de construction.

La production d'électricité de la REGIDESO s'est accrue de 37,5% en glissement annuel, passant de 40.430 à 55.596 Mégawatts et a légèrement baissé de 0,2% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au port de Bujumbura a augmenté de 4,8% en glissement annuel, suite à la hausse des importations de ciment, de clinker et de maïs. Par rapport au trimestre précédent, le volume des marchandises a baissé de 32,2%.

Le nombre de passagers à l'aéroport international de Bujumbura s'est accru (+28,9%) en glissement annuel tandis qu'il a fléchi (-11,7%) en glissement trimestriel. De même, le trafic des aéronefs s'est accru (+19,4%) en glissement annuel et a, par contre, fléchi (-4,6%) par rapport au trimestre précédent.

Le taux de croissance du PIB en 2018 est estimé à 4,0% contre 2,8% en 2017, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans tous les secteurs.

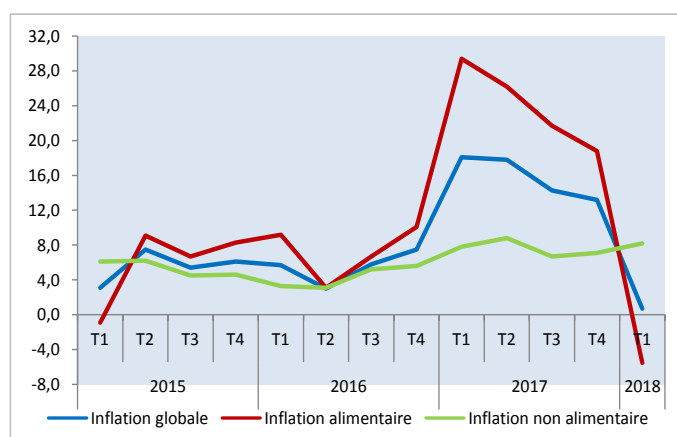
**Tableau 5 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)**

	2014	2015	2016	2017 (p.)	2018 (prév.)
<b>1. Croissance du PIB réel</b>	<b>4,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>2,8</b>	<b>2,8</b>	<b>4,0</b>
Secteur primaire	-3,6	-2,0	1,5	-1,1	3,6
Secteur secondaire	6,2	-8,1	1,8	-1,9	3,9
Secteur tertiaire	8,8	5,7	4,6	3,8	4,3
<b>2. Inflation</b>	<b>4,4</b>	<b>5,5</b>	<b>5,6</b>	<b>16,1</b>	<b>4,4</b>

Source : Cadrage macroéconomique du Burundi, mars 2018

L'inflation du premier trimestre 2018 a fortement baissé (0,7 contre 18,1%) par rapport à celle de la même période de 2017. De même, d'un trimestre à l'autre, elle a chuté (0,7 contre 13,2%), suite à la baisse de l'inflation alimentaire (-5,5 contre 18,8%); l'inflation non alimentaire ayant légèrement augmenté (8,2 contre 7,1%).

**Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)**



Source : BRB sur base des données de l'ISTEEBU

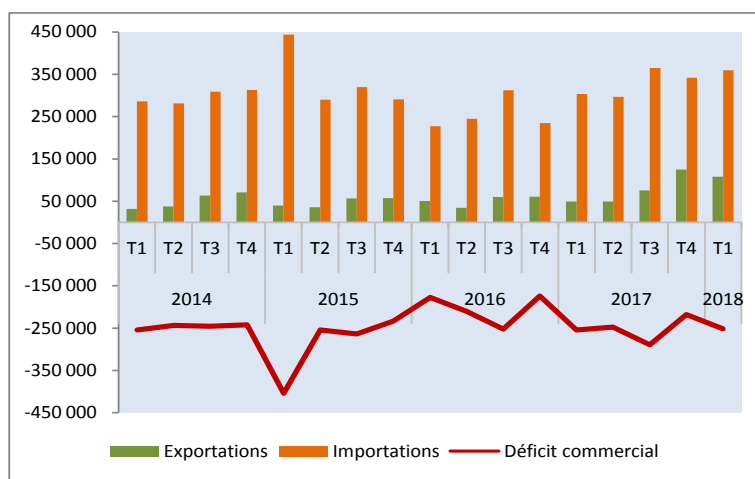
En moyenne annuelle, l'inflation pourrait baisser à 4,4% en 2018 contre 16,1% enregistrée l'année précédente, tirée principalement par la baisse des prix des produits alimentaires.

## 2.2. Secteur extérieur

### 2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit commercial s'est légèrement réduit au premier trimestre 2018 par rapport à la même période de 2017, se situant à -251.711,5 contre -254.403,7 MBIF, suite à une hausse des exportations plus importante (+59.032,9 MBIF) que celle des importations (+56.342,0 MBIF).

**Graphique 5 : Evolution des échanges extérieurs (MBIF)**



Source : BRB

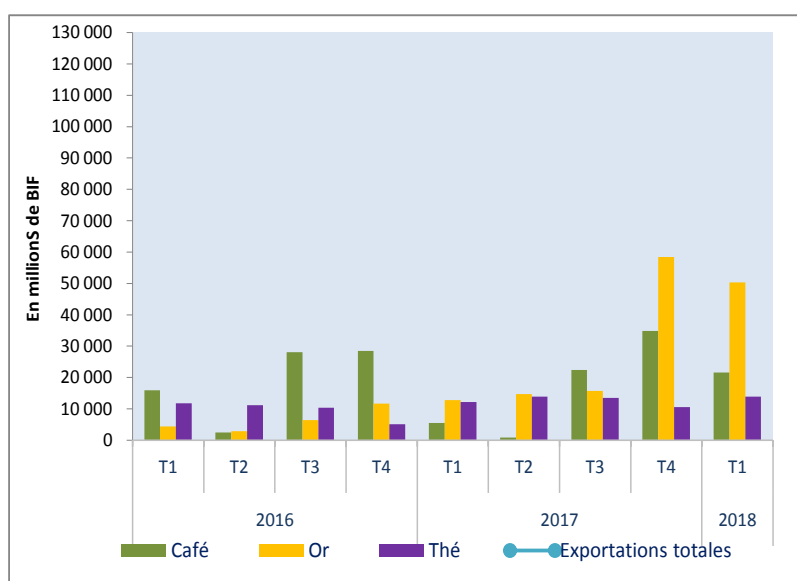
Les importations du premier trimestre 2018 ont augmenté de 18,6% par rapport au même trimestre de 2017, s'établissant à 359.902 contre 303.561 MBIF, en rapport avec les importations des biens de production (153.715 contre 109.978 MBIF) et d'équipement (91.248 contre 78.657 MBIF). Les biens de consommation sont restés presque stables (114.939 contre 114.925,0 MBIF).

La hausse des importations des biens de production est tirée essentiellement par les huiles minérales (+28.067 MBIF), les biens destinés à la métallurgie (+11.039 MBIF) et à l'agriculture et élevage (+3.790 MBIF) ainsi que les biens alimentaires (+3.188 MBIF).

La progression des importations des biens d'équipement a notamment porté sur le matériel électrique (+30.029 MBIF) et les chaudières et engins mécaniques (+8.573 MBIF). En revanche, les importations des tracteurs, véhicules et engins de transport ont diminué (-28.323 MBIF).

Les exportations du premier trimestre se sont accrues, s'établissant 108.190,2 contre 49.157,2 MBIF, tirées par l'augmentation des exportations des produits primaires (92.422,2 contre 33.518,6 MBIF). Les produits manufacturés se sont presque stabilisés (15.768,0 contre 15.638,7 MBIF). Cette hausse des exportations primaires a principalement porté sur l'or non monétaire (+37.451,6 MBIF), le café marchand (+16.074,8 MBIF) ainsi que les minerais de niobium (+4.148,7 MBIF).

**Graphique 6 : Evolution des principaux produits exportés**



Source : BRB

### 2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du premier trimestre 2018 a dégagé un besoin de financement (compte courant + capital) inférieur à celui du même trimestre de 2017, soit -88.159,9 contre -96.079,1 MBIF. Cette amélioration a résulté de la hausse de l'excédent du compte de capital (51.848,4 contre 30.818,2 MBIF), tirée principalement par les dons projets (51.913,7 contre 31.089 MBIF). En revanche, le déficit du compte courant s'est alourdi (-140.008,3 contre -126.897,4 MBIF).

**Tableau 6: Balance des paiements (en MBIF)**

	<b>Trim1-2017</b>	<b>Trim1-2018</b>
<b>COMPTE COURANT</b>	<b>-126 897,4</b>	<b>-140 008,3</b>
crédit	213 487,8	269 243,3
débit	340 385,2	409 251,7
<b>Biens</b>	<b>-180 195,5</b>	<b>-181 969,9</b>
crédit	49 157,2	108 190,2
débit	229 352,7	290 160,1
<b>Services</b>	<b>-67 075,4</b>	<b>-39 726,5</b>
crédit	28 998,2	65 060,3
débit	96 073,6	104 786,8
<b>Revenus primaires</b>	<b>-840,0</b>	<b>-452,3</b>
crédit	6 501,9	4 082,4
débit	7 341,9	4 534,8
<b>Revenus secondaires</b>	<b>121 213,6</b>	<b>82 140,5</b>
crédit	128 830,5	91 910,4
débit	7 617,0	9 769,9
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>30 818,2</b>	<b>51 848,4</b>
crédit	31 814,2	52 049,2
débit	995,9	200,8
<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde du compte courant et du compte de capital)</b>	<b>-96 079,1</b>	<b>-88 159,9</b>
<b>COMPTE FINANCIER</b>		
<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde du compte financier)</b>	<b>-76 803,7</b>	<b>-108 982,7</b>
<b>Investissements directs</b>	<b>-512,4</b>	<b>-530,2</b>
<i>investissements directs : avoirs</i>	0,0	0,0
<i>investissements directs : engagements</i>	512,4	530,2
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<i>investissements de portefeuille : avoirs</i>	0,0	0,0
<i>investissements de portefeuille : engagements</i>	0,0	0,0
<b>Dérivés financiers et options sur titres (net)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	0,0	0,0
<i>Accroissement net de passifs</i>	0,0	0,0
<b>Autres investissements</b>	<b>-89 998,9</b>	<b>-50 969,1</b>
<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	21 215,3	52 939,9
<i>Accroissement net de passifs</i>	111 214,2	103 909,0
<i>Droits de tirage spéciaux (allocations DTS)</i>	3 657,8	5 255,6
<b>Avoirs de réserves</b>	<b>13 707,6</b>	<b>-57 483,4</b>
<b>ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>19 275,5</b>	<b>-20 822,8</b>

Source : BRB

Le déficit du compte courant s'est creusé en raison principalement d'une forte baisse des revenus secondaires qui sont passés de 121.213,6 à 82.140,5 MBIF. Par contre, le déficit des services a diminué (-39.726,5 contre -67.075,4 MBIF) et celui des biens s'est presque stabilisé (-181.969,9 contre -180.195,5 MBIF).

La baisse des revenus secondaires a concerné, à la fois, les transferts du secteur public (-20.925,1 MBIF) et du secteur privé (-18.148,0 MBIF). La réduction du déficit des services est liée aux services fournis par les administrations publiques (+31.446,5 MBIF).

Le déficit du compte financier s'est aggravé, s'établissant à -108.982,7 contre -76.803,7 MBIF, suite notamment à la baisse des réserves de change (-57.483,4 contre 13.707,6 MBIF). Par contre, le solde du compte autres investissements s'est allégé, soit -50.969,1 contre -89.998,9 MBIF, en liaison principalement avec l'accroissement de la monnaie fiduciaire et dépôts en banques (20.729,6 contre -17.077,7 MBIF).



### 2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs

A la fin du premier trimestre 2018, les avoirs extérieurs ont baissé de 7,0% et de 0,8% par rapport au trimestre précédent et au même trimestre 2017 respectivement.

**Tableau 7: Evolution des avoirs extérieurs (en MUSD)**

	Fin de période			variation	
	mars-17	déc-17	mars-18	trimestrielle	annuelle
BRB	114,00	112,95	86,52	-23,4	-24,1
Dont: Réserves officielles	102,30	105,80	72,90	-31,1	-28,7
Banques commerciales	69,39	82,76	95,48	15,4	37,6
<b>Total des avoirs extérieurs</b>	<b>183,39</b>	<b>195,71</b>	<b>182,00</b>	<b>-7,0</b>	<b>-0,8</b>

Source : BRB

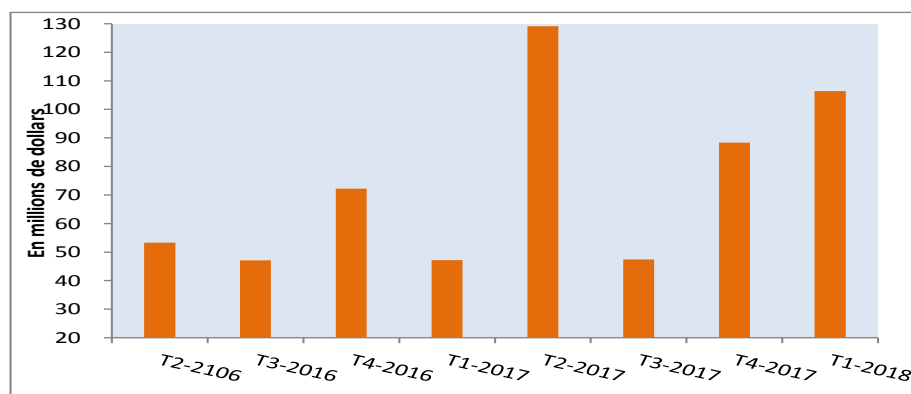
Les avoirs extérieurs de la BRB ont baissé de 23,4% à fin mars 2018 par rapport au trimestre précédent et de 24,1% par rapport à la même période de 2017. Par contre, les avoirs extérieurs des banques commerciales ont progressé de 15,4% d'une fin de trimestre à l'autre et de 37,6% en glissement annuel.

Les réserves officielles ont diminué de 31,1% par rapport au trimestre précédent (72,90 contre 105,8 MUSD) et de 28,7% en glissement annuel et couvraient 1,0 contre 1,7 mois d'importations de biens et services au premier trimestre 2017.

### 2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (MID)

Les interventions de la BRB sur le marché interbancaire des devises au premier trimestre 2018 se sont élevées à 106,4 contre 88,5 millions de dollar au trimestre précédent. Par rapport à la même période de 2017, ces interventions s'élevaient à 47,2 millions de dollar.

**Graphique 7 : Interventions de la BRB sur le MID (en MUSD)**



Source : BRB

## 2.3. Finances publiques

Au premier trimestre 2018, le déficit budgétaire (y compris dons) s'est détérioré par rapport au même trimestre de l'année précédente sous l'effet de la progression des dépenses plus importantes que celle des recettes.

**Tableau 8 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)**

	2017		2018
	1er trim	4e trim	1er trim
<b>A. RECETTES ET DONNS</b>	<b>209 642,9</b>	<b>233 102,1</b>	<b>264 499,1</b>
<b>a. Recettes</b>	<b>178 349,4</b>	<b>195 533,9</b>	<b>212 518,0</b>
Recettes courantes	178 349,4	195 533,9	212 518,0
Recettes exceptionnelles	-	-	-
<b>b. Dons</b>	<b>31 293,5</b>	<b>37 568,2</b>	<b>51 981,0</b>
courants	-	-	-
en capital	31 293,5	37 568,2	51 981,0
<b>B. DEPENSES</b>	<b>239 062,7</b>	<b>334 644,0</b>	<b>308 433,3</b>
<b>a. Dépenses courantes</b>	<b>192 136,3</b>	<b>232 914,8</b>	<b>230 798,1</b>
dont: -Salaires	97 090,4	96 262,3	102 164,1
<b>b. Dépenses en capital</b>	<b>46 926,5</b>	<b>101 729,2</b>	<b>77 635,2</b>
sur ressources nationales	11 832,3	64 161,0	25 156,1
sur prêts et dons extérieurs	32 537,1	37 568,2	52 479,0
<b>SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)</b>	<b>-29 419,8</b>	<b>-101 541,9</b>	<b>-43 934,2</b>
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>26 952,9</b>	<b>101 542,0</b>	<b>43 934,2</b>
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	45,5	-7 612,0	-2 066,4
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	70 741,2	100 233,4	5 822,9
<b>D. ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>-43 833,7</b>	<b>8 920,6</b>	<b>40 177,7</b>

Source : MFBCDE

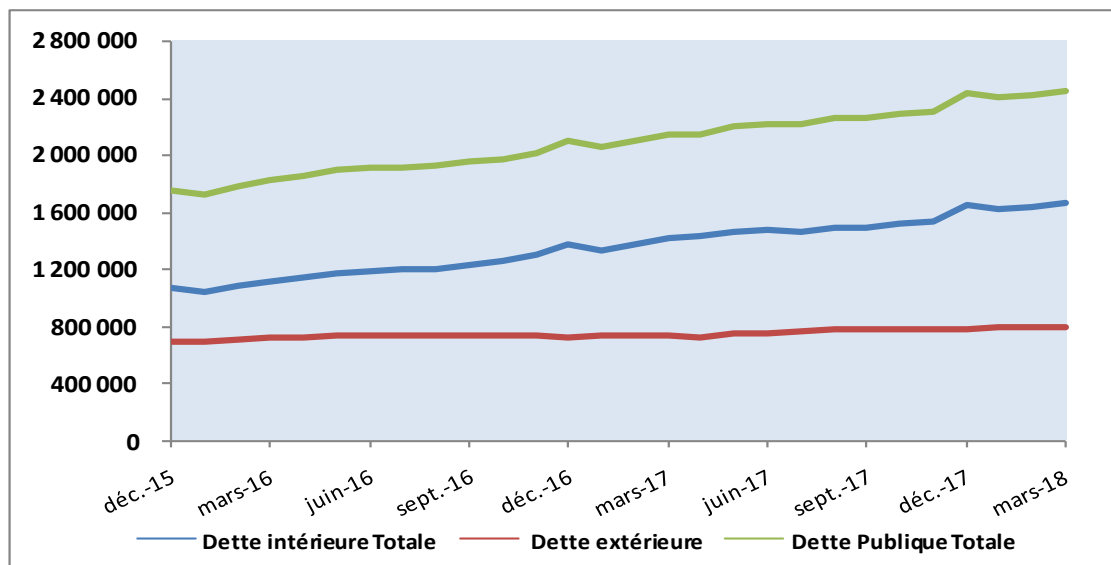
Les recettes du premier trimestre 2018 ont progressé de 26,2% par rapport à la même période de 2017, passant de 178.349,4 à 212.518 MBIF. De même, comparées avec celles du trimestre précédent (195.533,9 MBIF), les recettes ont augmenté de 8,7%. Les dons en capital ont progressé par rapport au trimestre correspondant de 2017 (51.981,0 contre 31.293,5 MBIF) et par rapport au trimestre précédent (37.568,2 MBIF).

Les dépenses se sont accrues de 29% en glissement annuel, soit 308.433,3 contre 239.062,7 MBIF au premier trimestre 2017. Cette hausse a résulté aussi bien des dépenses courantes (+38.661,8 MBIF) que celles d'investissement (+30.708,7 MBIF). Néanmoins, comparées au trimestre précédent, elles ont diminué de 7,8%.

En définitive, le déficit budgétaire s'est détérioré au premier trimestre 2018 par rapport au même trimestre de 2017, passant de -29.419,8 à -43.934,2 MBIF. Ce déficit a été principalement financé par un endettement intérieur net de 5.822,9 MBIF.

La dette publique a augmenté de 14,0% en glissement annuel, passant de 2.146,7 à 2.447,6 Mds de BIF et a progressé de 0,9% par rapport au trimestre précédent. L'encours de la dette intérieure s'est accru de 16,9% en glissement annuel, s'établissant à 1.657,2 contre 1.417,6 à Mds de BIF et a augmenté de 0,6% d'un trimestre à l'autre. Elle représente 67,7% de la dette publique totale et est essentiellement constituée des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale.

**Graphique 8 : Evolution de la dette publique (en MBIF)**



Source : BRB

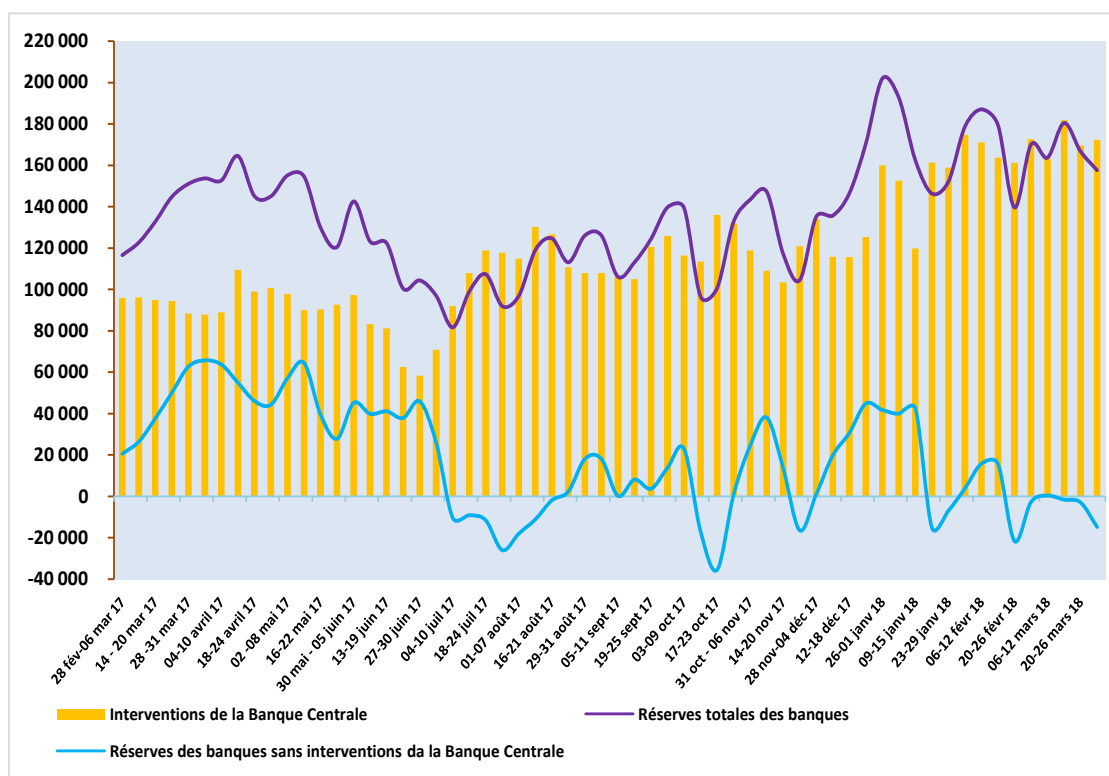
La dette extérieure a également augmenté en glissement annuel (+8,4%), passant de 729,1 à 790,4 Mds de BIF. Elle est constituée de la dette multilatérale (77,5%), bilatérale (13,2%) et des autres créanciers (9,3%).

## 2.4. Secteur monétaire

### 2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Les réserves des banques ont diminué au premier trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se sont établies à 5.226 contre 14.033 MBIF en moyenne hebdomadaire et s'élevaient à 40.585 MBIF au même trimestre de 2017.

**Graphique 9: Réerves des banques et interventions de la BRB**

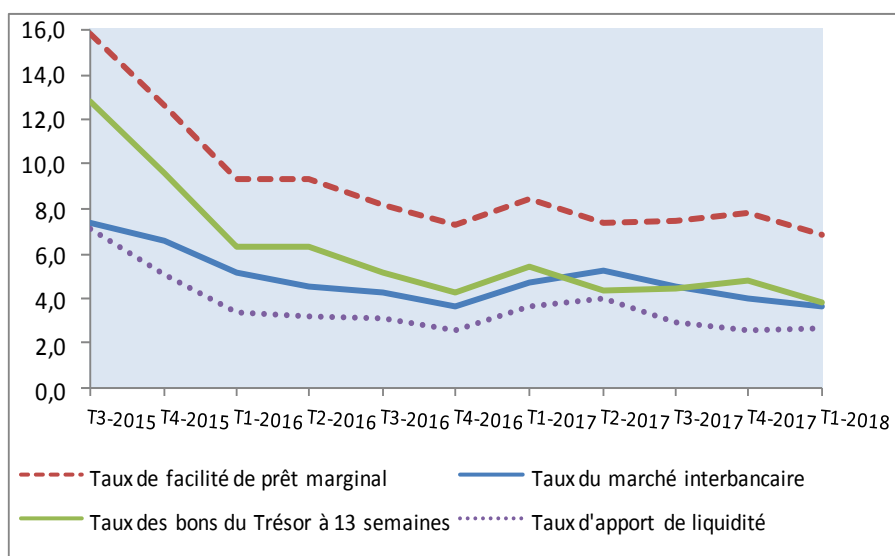


Source : BRB

Suite à la baisse des réserves des banques commerciales, ces dernières ont augmenté leur recours au refinancement de la Banque Centrale, s'établissant à 165.029 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 123.628 MBIF au quatrième trimestre 2017 et 89.561 MBIF à la même période de 2017.

Au premier trimestre 2018, les taux d'intérêt du marché monétaire ont baissé. En effet, le taux d'intérêt moyen sur la facilité de prêt marginal a diminué, s'établissant à 6,86 contre 7,86%, suite à la baisse de celui sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé, soit 3,86 contre 4,86%. Le taux d'intérêt moyen interbancaire est passé de 4,04 à 3,71%. Le taux d'intérêt moyen sur les apports de liquidité par appels d'offres a légèrement augmenté (2,71 contre 2,60% au trimestre précédent).

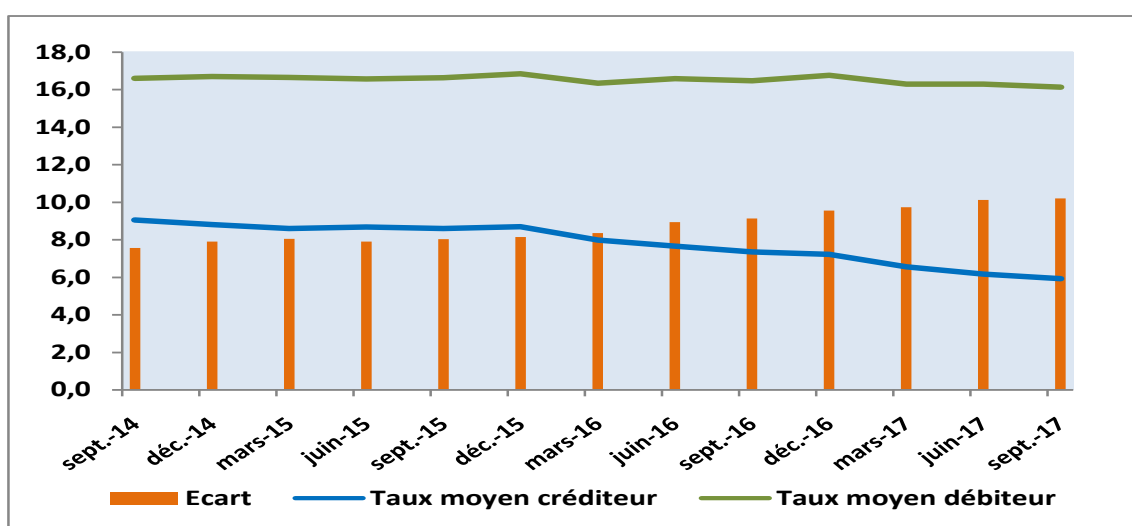
**Graphique 10: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)**



Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen sur l'encours des crédits a légèrement diminué, s'établissant à 15,97 à fin mars 2018 contre 16,16% au quatrième trimestre 2017 et 16,29%, à la même période de 2017. Par contre, le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du premier trimestre 2018 a augmenté, se fixant à 17,32% contre 16,34% au trimestre précédent et 16,93% à la même période de 2017.

**Graphique 11 : Taux débiteur et créateur moyens (en %)**



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, le taux créditeur moyen a légèrement baissé (5,59 contre 5,96%). De même, en glissement annuel, il a légèrement diminué (0,97 point). Ce repli a concerné les taux d'intérêt sur les dépôts à terme (6,51 contre 7,12%), les comptes à vue rémunérés (3,11 contre 4,08%), les comptes sur livret (4,62 contre 5,49%) et les bons de caisse (4,34 contre 7,81%).

#### 2.4.2. Base monétaire

La base monétaire a diminué de 11,0% d'un trimestre à l'autre. Elle s'est établie à 518.671,2 MBIF à fin mars 2018 contre 582.685,1 MBIF à fin décembre 2017, suite à la baisse des avoirs intérieurs (-22.675,1 MBIF) et des avoirs extérieurs nets (-41.338,8 MBIF). S'agissant des composantes de la base monétaire, le recul a concerné les dépôts des banques commerciales et des microfinances (-26,6%), des établissements financiers (-43,7 %) ainsi que les billets et pièces en circulation (-2%). En revanche, les dépôts classés dans les divers ont augmenté de 5,2%.

**Tableau 9: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)**

	mars-17	déc-17	mars-18	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
<b>A. Base monétaire</b>	<b>486 277,9</b>	<b>582 685,1</b>	<b>518 671,2</b>	<b>-11,0</b>	<b>6,7</b>
Billets et pièces en circulation	267 512,5	308 146,5	302 042,8	-2,0	12,9
Dépôts des banques et microfinances	181 994,7	223 845,5	164 348,2	-26,6	-9,7
Dépôts des établissements financiers	2 634,1	2 169,6	1 222,4	-43,7	-53,6
Dépôts divers	34 136,6	48 523,5	51 057,8	5,2	49,6
<b>B. Contreparties</b>	<b>486 277,9</b>	<b>582 685,1</b>	<b>518 671,2</b>	<b>-11,0</b>	<b>6,7</b>
Avoirs extérieurs nets	-162 073,8	-139 165,8	-180 504,6	-29,7	-11,4
Avoirs intérieurs nets	581 297,8	721 850,9	699 175,8	-3,1	20,3
-Créances nettes sur l'Etat	509 226,2	530 450,4	484 199,4	-8,7	-4,9
-Autres postes nets	72 071,6	191 400,5	214 976,4	12,3	198,3

**Source : BRB**

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 6,7%, suite à la progression des avoirs intérieurs (+20,3%) qui a contrebalancé la baisse des avoirs extérieurs nets (-11,4%). L'analyse en termes de contribution à la variation trimestrielle de la base monétaire révèle que la diminution de la base monétaire a été, à la fois, d'origine interne (-3,9 points de pourcentage) et externe (-7,1 points de pourcentage). En glissement annuel, l'augmentation a été d'origine interne (16,4 points de pourcentage).

**Tableau 10 : Contributions à la variation de la base monétaire à fin mars 2018**

	Par rapport à mars 2017	Par rapport à déc. 2017
<b>Avoirs Extérieurs Nets (AEN)</b>	<b>-9,7</b>	<b>-7,1</b>
<b>Avoirs Intérieurs Nets (AIN)</b>	<b>16,4</b>	<b>-3,9</b>
dont: -Créances nettes sur l'Etat	-12,3	-7,9
-Autres postes nets	28,7	4,0
<b>Base monétaire</b>	<b>6,7</b>	<b>-11,0</b>

Source : BRB

### 2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties

Par rapport au trimestre précédent, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 2,7% à fin mars 2018, se situant à 1.533,2 contre 1.492,2 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur les dépôts à vue (+3,7%), les placements à terme et d'épargne (+4,8%) et les avoirs en devises des résidents (+6,7%), tandis que la circulation fiduciaire hors banques a diminué de 4,9%.

L'augmentation de la masse monétaire a résulté de la hausse des avoirs intérieurs (+61.630 MBIF ou 4,1%) qui a contrebalancé la diminution des avoirs extérieurs nets (-20.604,7 MBIF ou -1,4%). La progression des avoirs intérieurs nets a concerné l'endettement net de l'Etat (+22.880,0 MBIF), les créances sur l'économie (+12.957,9 MBIF) et les autres postes nets (+25.7926 MBIF).

**Tableau 11 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)**

	mars-17	déc-17	mars-18	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
<b>M3</b>	<b>1 292 013,2</b>	<b>1 492 224,0</b>	<b>1 533 249,8</b>	<b>2,7</b>	<b>18,7</b>
<b>AEN</b>	<b>-164 630,2</b>	<b>-149 085,4</b>	<b>-169 690,1</b>	<b>-1,4</b>	<b>-3,1</b>
<b>AIN</b>	<b>1 456 643,4</b>	<b>1 641 309,4</b>	<b>1 702 939,9</b>	<b>4,1</b>	<b>16,9</b>
-Crédit intérieur	1 803 204,5	2 020 236,6	2 056 074,5	2,4	14,0
Créances nettes sur l'Etat	986 447,7	1 114 891,2	1 137 771,2	1,5	15,3
Créances sur l'économie	816 756,8	905 345,4	918 303,3	0,9	12,4
-Autres postes nets	-346 561,2	-378 927,2	-353 134,6	1,7	-1,9

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire a augmenté de 18,7%, passant de 1.292,0 à 1.492,2 Mds de BIF. Cette hausse a concerné les dépôts à vue (+18,2%), les placements à terme et d'épargne (+17,7%), les avoirs en devises des résidents (+41,2%) et la circulation fiduciaire hors banques (+12,9%).

S'agissant des contreparties de la masse monétaire M3, la hausse a concerné le crédit intérieur (+14,0%), les avoirs extérieurs nets ayant légèrement diminué (-3,1%).

**Tableau 12 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin mars 2018**

	Par rapport à déc. 2017	Par rapport à Mars.2017
<b>Avoirs Extérieurs Nets (AEN)</b>	-1,4	-0,4
<b>Avoirs Intérieurs Nets (AIN)</b>	<b>4,1</b>	<b>19,1</b>
dont: -Crédit Intérieur	2,4	19,6
-Autres Postes Nets	1,7	-0,5
<b>Masse monétaire</b>	<b>2,7</b>	<b>18,7</b>

Source : BRB

La progression de la masse monétaire a été d'origine interne aussi bien en glissement trimestriel (4,1 points de pourcentage) qu'annuel (19,6 points de pourcentage).

## **2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière**

A fin mars 2018, le total du bilan du secteur bancaire a augmenté de 22,1% par rapport à la même période de 2017 et il s'est accru de 4,6% par rapport à fin décembre 2017. Pour les mêmes périodes, les dépôts et le portefeuille crédits ont augmenté. Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Tous les principaux indicateurs de rentabilité du secteur se sont améliorés.

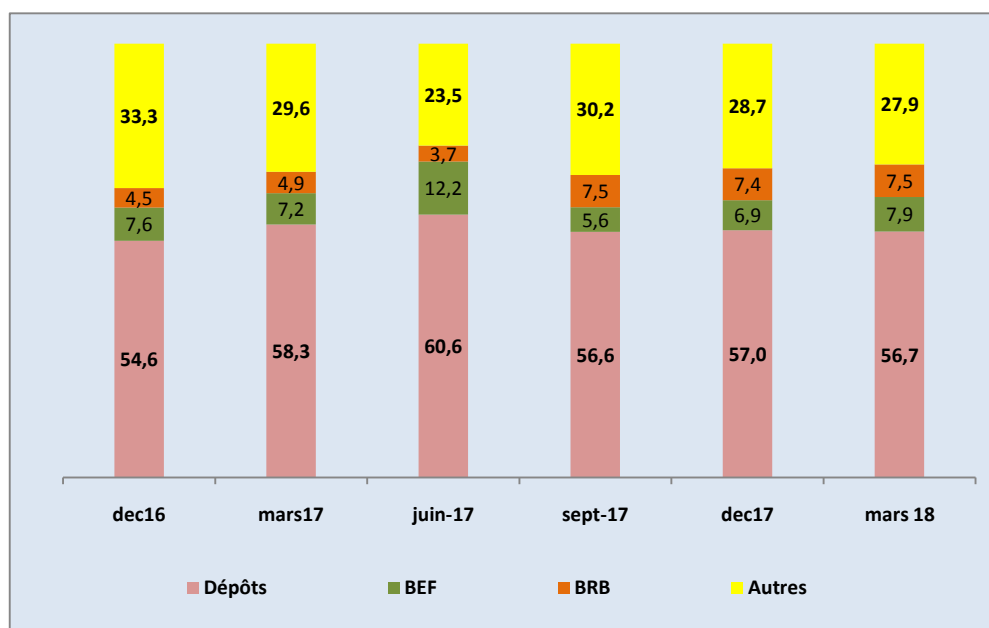
### **2.5.1. Evolution de l'activité bancaire**

#### **2.5.1.1. Principales ressources**

Le total des dépôts a augmenté de 4,1% à fin mars 2018, s'établissant à 1.284,5 contre 1.234,1 Mds de BIF à fin décembre 2017. Comparé à la même période de 2017, le total des dépôts a progressé de 18,8%. Malgré cette augmentation, l'encours du refinancement de la Banque Centrale s'est accru de 6,5% d'un trimestre à l'autre, passant de 160.080,4 à 170.466,8 MBIF. A fin mars 2017, l'encours des refinancements s'établissait à 91.465,2 MBIF.



**Graphique 12 : Répartition des ressources (en % du total)**

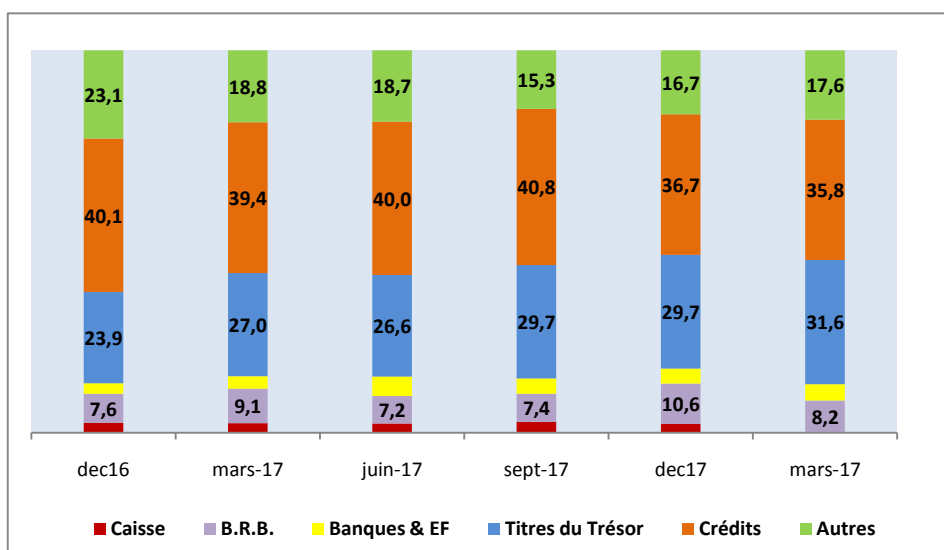


Source : BRB

### 2.5.1.2. Principaux emplois

Les emplois du secteur bancaire sont essentiellement constitués de crédits à l'économie et des titres du Trésor qui représentent respectivement 35,8 et 31,6% du total actif. L'encours des titres du Trésor détenus par les banques a augmenté de 11,3% d'un trimestre à l'autre et de 55,2% en glissement annuel. Les crédits à l'économie ont augmenté de 1,9% d'un trimestre à l'autre et de 10,9% par rapport à la même période de 2017.

**Graphique 13 : Répartition des emplois (en % du total)**

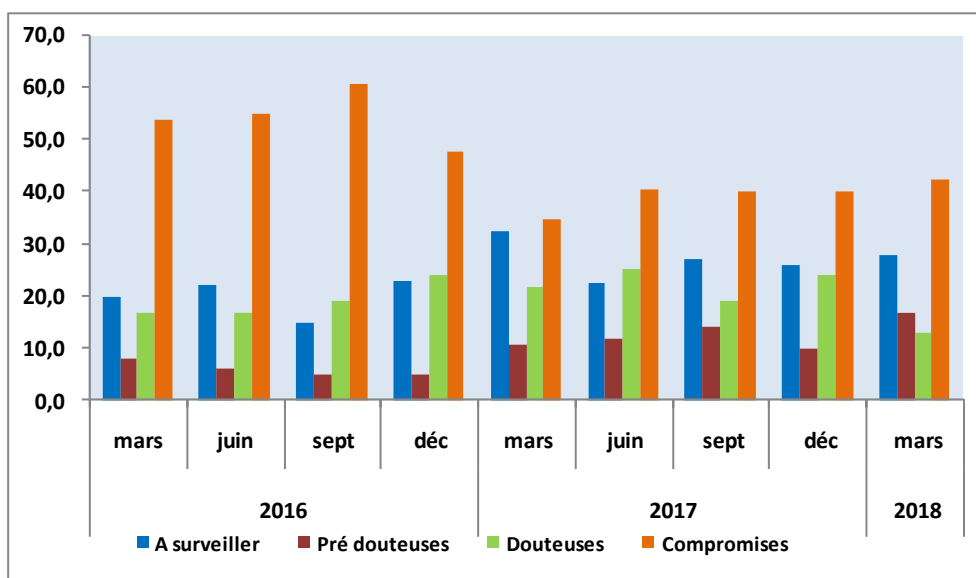


Source: BRB

### 2.5.2. Qualité du portefeuille

Le taux des créances impayées a augmenté au premier trimestre 2018, s'établissant à 22,0 contre 20,8% au premier trimestre 2017 et 19,8% au trimestre précédent. L'augmentation des créances impayées est principalement liée à la progression des créances pré douteuses.

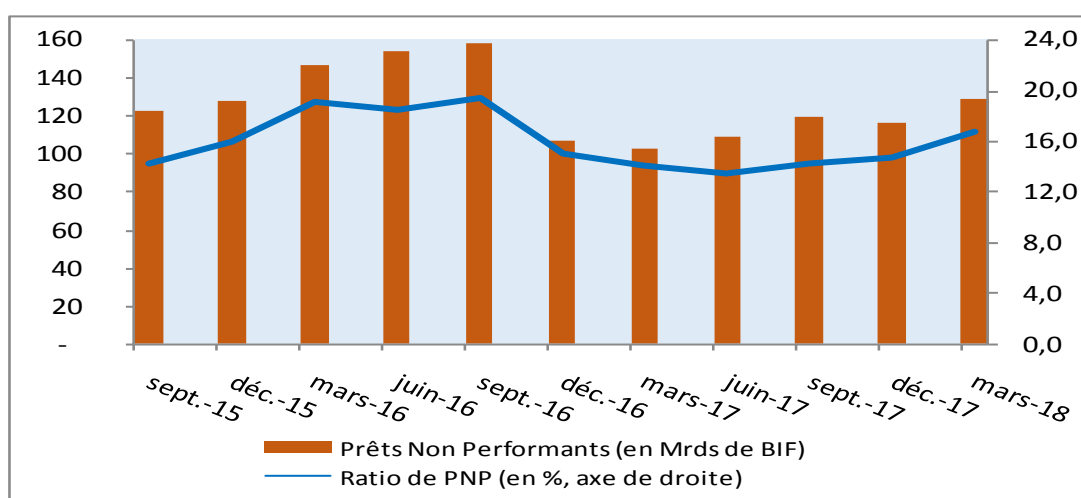
**Graphique 14 : Créances impayées par classe (en %)**



Source : BRB

L'analyse des créances par classe montre qu'à fin mars 2018, les créances à surveiller et les créances compromises occupaient respectivement 27,8% et 42,3% des créances impayées contre 32,6% et 34,9% à la même période de l'année précédente, tandis qu'elles étaient respectivement de 26,4% et 40,0% à fin décembre 2017. Les banques ont continué à radier les créances compromises dans leurs bilans comme stipulé dans la loi budgétaire 2017. Le ratio des prêts non performants s'est établi à 16,8% contre 14,1% à la même période de 2017, en raison de l'augmentation des créances pré douteuses.

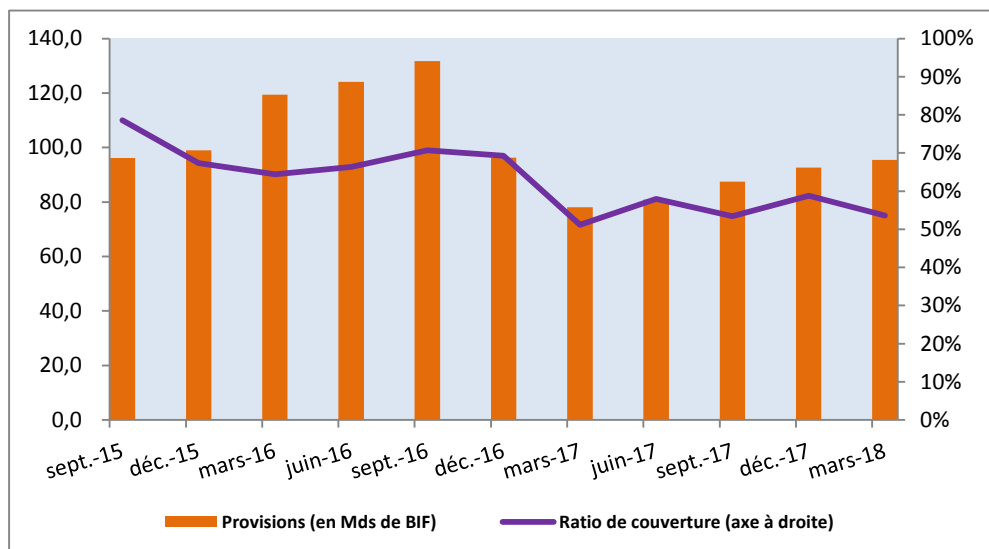
**Graphique 15 : Evolution des prêts non performants**



Source : BRB

Les provisions pour dépréciation des créances ont augmenté de 22,3% en glissement annuel (95.476,0 contre 78.091,8 MBIF) et de 3,1% par rapport au trimestre précédent. La hausse des provisions est liée notamment au passage d'une classe de créance à l'autre.

**Graphique 16 : Evolution des provisions et taux de couverture**

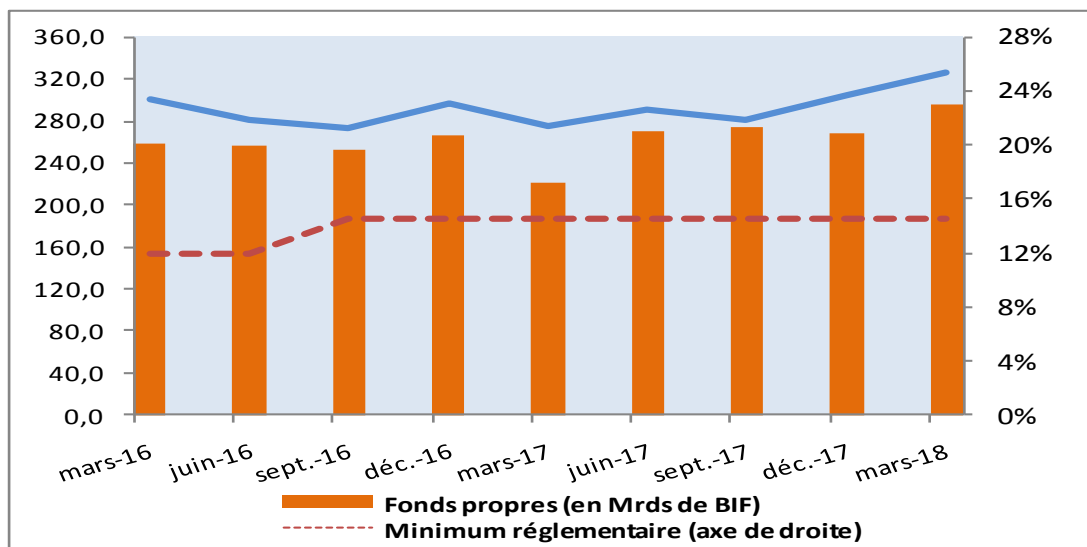


Source : BRB

### 2.5.3. Adéquation du capital

A fin mars 2018, le secteur bancaire disposait de fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire. Le ratio de solvabilité globale a augmenté, s'établissant à 25,4 contre 23,7% à fin décembre 2017, et a largement dépassé le minimum réglementaire de 14,5%.

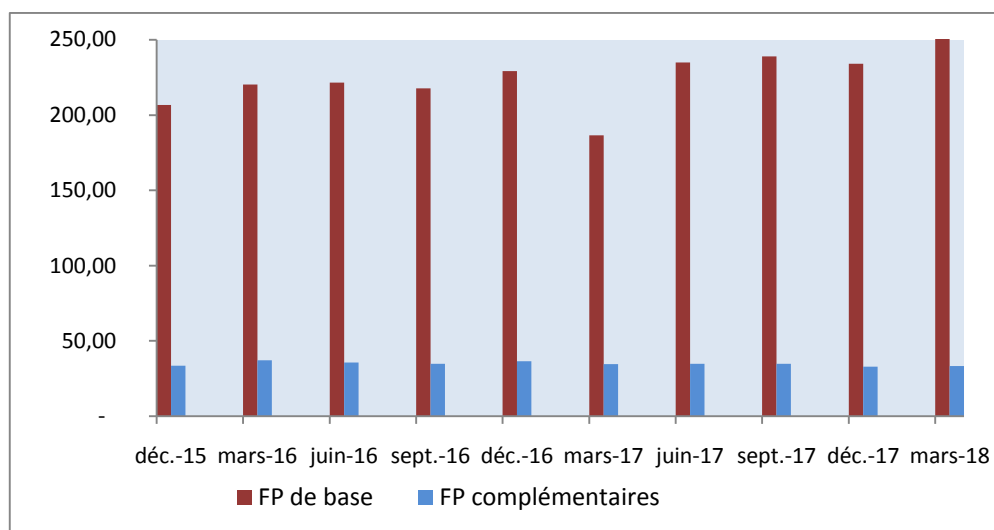
**Graphique 17 : Evolution des fonds propres**



Source : BRB

En glissement annuel, les fonds propres ont augmenté de 19,1%, passant de 248,4 à 295,9 Mds de BIF, en liaison avec l'incorporation des résultats des banques au cours de l'exercice précédent, et ont augmenté de 10,8% par rapport à la fin du trimestre précédent.

**Graphique 18 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)**



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio des fonds propres de base a augmenté, s'établissant à 22,5 contre 20,6% et est largement supérieur à la norme réglementaire de 12,5%. D'un trimestre à l'autre, il a augmenté de 1,8 point de pourcentage.

#### 2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire

En glissement annuel, le produit net bancaire a augmenté de 41%, passant de 34.945,3 à 49.277,5 MBIF à fin mars 2018, suite à l'augmentation du total des commissions bancaires. Le résultat net des établissements de crédit s'est établi à 16.950,5 MBIF. De même, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) se sont établis respectivement à 0,7 et 5,7% à fin mars 2018.

### 3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

L'activité économique dans les principaux pays avancés a décéléré au cours du premier trimestre 2018, en rapport avec les mesures commerciales protectionnistes adoptées par les Etats Unis envers ses principaux partenaires commerciaux. L'inflation a progressé en liaison avec la hausse des prix des produits de base. Le commerce mondial des marchandises pourrait progresser en 2018, suite à la forte croissance économique prévue dans toutes les régions, stimulée par l'accroissement des investissements et la politique budgétaire américaine plus expansionniste.

Dans la Communauté Est Africaine, il est prévu une amélioration de l'activité économique suite à la bonne production agricole, aux investissements en infrastructures et aux investissements directs étrangers en télécommunication et en exploration et extraction pétrolière. Ces bonnes performances macroéconomiques pourraient permettre de maîtriser l'inflation dans la plupart des pays et la stabilité du taux de change.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les principales productions du secteur réel se sont améliorées au cours du premier trimestre 2018 notamment la production vivrière et la production du thé. Cette amélioration de la production vivrière a entraîné la baisse de l'inflation et une faible dépréciation du taux de change. Dans le secteur bancaire, le total bilan a augmenté. Les dépôts et les crédits à l'économie ont progressé. Au niveau des principaux indicateurs de la stabilité financière, ce secteur est demeuré suffisamment capitalisé, solvable et rentable.

La BRB a poursuivi au cours du premier trimestre 2018 la politique d'assouplissement des conditions de refinancement aux banques commerciales afin de les stimuler à financer davantage l'activité économique. Au cours du premier trimestre 2018, les mesures de politique monétaire consistaient à :

1. Continuer à fournir aux banques la liquidité nécessaire au financement de l'économie;
2. Maintenir l'échéance de 7 jours pour les apports de liquidité ;
3. Financer la campagne café à un taux fixe de 2% pour une maturité de 28 jours ;
4. Poursuivre les interventions sur le marché interbancaire de devises pour faciliter les importations des produits prioritaires.

En perspective, la BRB ajustera ces mesures compte tenu de l'évolution économique et financière du Pays.

## LES ANNEXES

### Annexe 1 : PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Secteur primaire</b>	<b>497,9</b>	<b>488,0</b>	<b>495,5</b>	<b>489,8</b>	<b>507,3</b>
Agriculture vivrière	442,2	427,4	435,0	424,1	436,8
Agriculture d'exportation	18,4	21,3	18,0	17,7	19,6
- Café	3,2	4,9	4,0	5,5	6,4
- Thé	14,2	15,4	13,2	11,4	12,3
- Autres cultures d'exportation	1,0	1,0	0,8	0,8	0,9
Forêt	11,9	13,4	15,1	16,7	18,5
Elevage	22,4	22,5	23,4	26,9	27,5
Pêche	3,0	3,4	3,9	4,3	4,9
<b>Secteur secondaire</b>	<b>315,7</b>	<b>290,2</b>	<b>295,5</b>	<b>290,0</b>	<b>301,3</b>
Extraction	8,4	7,9	7,8	8,5	10,2
Industries	211,9	192,3	191,6	188,1	194,5
- Industries agroalimentaires	155,7	143,1	141,4	142,8	144,9
- Industries Manufacturières	56,2	49,2	50,2	45,3	49,6
- Industries textiles	4,3	3,9	3,7	3,5	3,6
- Autres industries manufacturières	51,9	45,3	46,5	41,8	46,0
Electricité, gaz et eau	7,9	7,5	7,3	7,1	8,5
Construction	87,5	82,5	88,9	86,3	88,0
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>784,4</b>	<b>829,2</b>	<b>867,1</b>	<b>899,8</b>	<b>938,2</b>
Commerce	79,4	68,5	67,8	69,2	71,3
Transport et communication	67,6	73,4	62,3	66,0	70,3
- Transports	15,6	16,8	13,1	13,4	13,8
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	52,0	56,6	49,2	52,6	56,5
Banques et Assurances	98,2	100,0	104,0	111,2	123,5
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	124,9	114,0	117,5	118,3	120,6
Administration publique	272,9	298,9	346,2	372,2	400,1
Education	195,6	209,1	219,5	230,4	242,7
Santé et action sociale	13,4	14,0	17,8	21,0	23,4
Activités à caractère collectif ou personnel	47,1	54,4	56,4	58,4	61,3
Services domestiques	4,7	5,4	6,2	7,1	8,3
SIFIM	-119,4	-108,7	-130,5	-154,0	-183,3
PIB aux coûts des facteurs	1 598,0	1 607,4	1 658,1	1 679,6	1 746,8
Impôts et Taxes	194,0	177,5	176,4	205,4	213,6
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>1 792,0</b>	<b>1 784,9</b>	<b>1 834,5</b>	<b>1 885,0</b>	<b>1 960,3</b>

Source : MFBCDE

## Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

	Infl. globale	Infl. alimentaire	Infl. Hors alimentaire
Mar-16	4,3	6,5	2,7
Apr-16	2,7	2,4	2,8
May-16	2,6	2,8	2,6
Jun-16	3,8	4,0	3,7
Jul-16	4,0	4,5	3,5
Aug-16	6,6	7,7	5,8
Sep-16	7,0	8,1	6,3
Oct-16	6,0	7,0	5,3
Nov-16	7,1	9,1	5,6
Dec-16	9,5	13,9	6,0
Jan-17	12,9	20,4	7,4
Feb-17	20,5	33,3	7,4
Mar-17	21,1	34,4	8,5
Apr-17	19,6	30,2	9,0
May-17	18,9	27,8	9,0
Jun-17	15,1	20,8	8,4
Jul-17	13,6	18,8	7,1
Aug-17	13,9	22,6	5,6
Sep-17	15,4	23,9	7,4
Oct-17	17,6	28,1	9,0
Nov-17	15,4	22,2	7,8
Dec-17	10,0	9,5	8,4
Jan-18	6,1	3,2	7,9
Feb-18	-1,3	-8,7	8,5
Mar-18	-2,6	-11,0	8,3

Source : BRB sur base des données de l'ISTEEBU

## Annexe 3 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

Période	Recettes	Dons	Recettes et Dons	Dépenses	Solde global
mars-16	58 603,8	10 580,4	69 184,2	97 762,6	-28 578,4
avr-16	50 478,8	5 930,5	56 409,3	94 594,0	-38 184,8
mai-16	45 205,0	12 366,3	57 571,3	86 441,6	-28 870,3
juin-16	60 148,7	11 341,8	71 490,5	76 846,7	-5 356,2
juil-16	50 971,9	3 203,4	54 175,2	71 991,2	-17 815,9
août-16	55 808,9	4 202,5	60 011,4	73 289,7	-13 278,4
sept-16	63 489,3	10 797,4	74 286,7	101 298,7	-27 012,0
oct-16	47 249,9	12 755,9	60 005,8	102 470,2	-42 464,4
nov-16	55 678,3	15 941,6	71 619,8	101 647,3	-30 027,5
déc-16	59 232,6	21 314,8	80 547,4	110 352,1	-29 804,7
janv-17	53 627,7	7 058,3	60 686,0	64 415,6	-3 729,6
févr-17	51 656,9	10 991,7	62 648,5	84 274,1	-21 625,6
mars-17	73 064,8	13 243,6	86 308,4	87 906,1	-1 597,8
avr-17	51 144,7	9 769,6	60 914,3	98 016,5	-37 102,2
mai-17	54 415,7	8 886,7	63 302,4	87 125,3	-23 822,9
juin-17	65 194,3	22 169,0	87 363,3	88 592,8	-1 229,5
juil-17	67 742,9	11 005,5	78 748,4	87 554,4	-8 806,0
août-17	72 246,7	9 317,2	81 563,9	113 343,3	-31 779,4
sept-17	69 515,0	8 503,2	78 018,2	82 670,9	-4 652,7
oct-17	60 683,3	16 279,2	76 962,5	124 142,8	-47 180,3
nov-17	65 298,0	8 264,8	73 562,8	79 101,3	-5 538,4
déc-17	69 552,5	13 024,2	82 576,7	131 400,0	-48 823,2
janv-18	62 945,1	9 475,4	72 420,5	72 322,6	98,0
févr-18	58 578,4	24 358,3	82 936,7	128 496,3	-45 559,6
mars-18	90 994,6	18 147,3	109 141,9	107 614,4	1 527,4

Source : MFBCDE



#### Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

	BRB	Bons et Obl.	Dette intérieure Totale	Dette extérieure	Dette Publique Totale
déc-15	641 724,6	378 907,0	1 070 572,8	691 234,5	1 761 807,3
janv-16	598 712,1	388 365,1	1 036 632,1	689 902,5	1 726 534,6
févr-16	626 840,4	402 426,2	1 082 134,6	700 034,1	1 782 168,7
mars-16	635 625,1	417 680,2	1 102 579,7	720 621,3	1 823 201,0
avr-16	640 405,2	438 638,3	1 133 874,3	725 571,4	1 859 445,7
mai-16	655 244,3	455 349,6	1 164 818,5	728 163,5	1 892 982,0
juin-16	650 423,6	475 292,9	1 178 665,3	730 813,1	1 909 478,4
juil-16	646 289,0	493 502,0	1 193 872,2	727 209,5	1 921 081,7
août-16	636 965,6	508 501,5	1 193 198,6	732 683,7	1 925 882,3
sept-16	644 432,0	527 286,3	1 218 538,7	736 607,0	1 955 145,7
oct-16	660 707,0	536 420,8	1 248 380,0	729 004,8	1 977 384,8
nov-16	689 148,0	551 790,1	1 294 023,7	727 220,8	2 021 244,5
déc-16	752 299,8	584 745,3	1 374 144,6	724 630,8	2 098 775,4
janv-17	708 968,9	583 970,9	1 329 880,3	730 756,4	2 060 636,7
févr-17	720 858,9	613 931,0	1 373 318,0	734 769,9	2 108 087,9
mars-17	741 269,6	627 821,5	1 417 624,4	729 097,9	2 146 722,2
avr-17	733 398,9	643 307,1	1 421 358,6	718 755,2	2 140 113,7
mai-17	748 696,4	660 063,7	1 454 777,5	747 209,9	2 201 987,3
juin-17	748 813,6	676 889,0	1 466 639,3	754 428,4	2 221 067,7
juil-17	732 104,3	676 920,9	1 449 886,8	760 152,9	2 210 039,7
août-17	730 342,1	709 627,0	1 484 285,3	770 343,8	2 254 629,1
sept-17	713 443,5	731 279,5	1 488 664,1	774 953,0	2 263 617,1
oct-17	741 876,6	735 555,4	1 517 163,4	773 687,4	2 290 850,8
nov-17	747 014,0	750 243,2	1 529 783,7	775 221,7	2 305 005,3
déc-17	787 208,1	829 763,9	1 647 833,5	778 292,4	2 426 125,9
janv-18	745 506,8	839 987,2	1 616 355,3	788 053,9	2 404 409,3
févr-18	745 661,6	860 401,8	1 635 451,4	789 926,2	2 425 377,6
mars-18	737 539,1	890 327,3	1 657 190,3	790 412,4	2 447 602,7

Source : BRB et MFBCDE

**Annexe 5 : Réserves des banques (En MBIF)**

<b>Période</b>	<b>Réserves totales des banques</b>	<b>Interventions de la Banque Centrale</b>
janv-16	77 387	26 612
fév-16	78 306	42 674
mars-16	82 764	54 697
avr-16	87 956	68 814
mai-16	87 670	74 277
Juin-16	93 246	92 597
juil-16	86 858	108 222
août-16	91 507	107 836
sept-16	87 838	113 433
Oct-16	109 621	105 762
Nov-16	107 734	98 571
déc-16	128 013	100 523
janv - 17	128 121	85 131
fév-17	128 819	89 580
mars-17	133 497	93 972
avr-17	152 138	97 130
mai-17	141 233	94 778
Juin-17	118 532	76 501
juil-17	95 342	101 518
août-17	115 927	118 005
sept-17	121 733	113 145
oct-17	125 576	123 451
nov-17	129 441	117 240
déc-17	157 967	130 194
janv-18	172 260	154 539
févr-18	170 882	168 632
mars-18	167 621	171 915

Source : BRB

## Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

Mois	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
janv-16	5,00	9,44	3,46	6,44
févr-16	5,00	9,41	3,38	6,41
mars-16	5,40	9,21	3,27	6,21
avr-16	-	9,58	3,32	6,58
mai-16	4,56	9,45	3,30	6,45
juin-16	-	8,92	3,14	5,92
juil-16	5,00	8,84	3,18	5,84
août-16	-	7,98	3,14	4,98
sept-16	3,50	7,79	3,09	4,79
oct-16	3,50	7,55	2,98	4,55
nov-16	3,85	6,80	2,55	3,80
déc-16	-	7,64	2,38	4,64
janv-17	3,12	7,91	2,40	4,91
févr-17	5,18	8,50	3,72	5,50
mars-17	6,00	9,01	4,92	6,01
avr-17	6,00	7,96	5,36	4,96
mai-17	5,50	7,17	3,85	4,165
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,135
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
janv-18	3,77	7,02	2,75	4,02
févr-18	3,64	6,98	2,54	3,98
mars-18	-	6,59	2,84	3,59

Source : BRB

## Annexe 7 : Principaux indicateurs d'activité du secteur bancaire (en MBIF)

	30/03/2017	31/12/2017	30/03/2018	Variation annuel en %	Variation trimestrielle en %
<b>I. EMPLOIS</b>	<b>1 854 974,5</b>	<b>2 164 695,6</b>	<b>2 265 051,8</b>	<b>22,1</b>	<b>4,6</b>
<b>PRINCIPAUX EMPLOIS</b>	<b>1 487 029,4</b>	<b>1 802 971,9</b>	<b>1 865 762,7</b>	<b>25,5</b>	<b>3,5</b>
<b>A. Actifs Liquides</b>	<b>755 929,8</b>	<b>1 007 491,3</b>	<b>1 055 013,2</b>	<b>39,6</b>	<b>4,7</b>
. Caisse	46 142,4	49 771,7	59 275,3	28,5	19,1
. B.R.B.	167 955,5	229 296,6	186 613,1	11,1	(18,6)
. Banques & Etablissements Financiers	60 631,3	84 932,4	94 587,5	56,0	11,4
. Bons, Obligations du Trésor	461 571,3	643 490,6	716 145,6	55,2	11,3
<b>B. Crédits</b>	<b>731 099,6</b>	<b>795 480,6</b>	<b>810 749,5</b>	<b>10,9</b>	<b>1,9</b>
. Court terme	409 108,3	426 272,4	435 751,7	6,5	2,2
. Moyen terme	191 151,6	216 175,2	211 188,5	10,5	(2,3)
. Long terme	130 839,7	153 033,0	163 809,3	25,2	7,0
<b>C. Autres</b>	<b>367 945,1</b>	<b>361 723,7</b>	<b>399 289,1</b>	<b>8,5</b>	<b>10,4</b>
<b>II. RESSOURCES</b>	<b>1 854 974,5</b>	<b>2 164 695,6</b>	<b>2 265 051,8</b>	<b>22,1</b>	<b>4,6</b>
<b>Principales ressources</b>	<b>1 306 612,8</b>	<b>1 543 660,1</b>	<b>1 634 156,8</b>	<b>25,1</b>	<b>5,9</b>
. Clientèle	1 081 298,8	1 234 101,1	1 284 518,8	18,8	4,1
. dont: dix grands dépôts	331 353,1	431 484,1	533 274,0	60,9	23,6
. Refinancement auprès B.R.B.	91 465,2	160 080,4	170 466,8	86,4	6,5
. Autres	-	-	-	-	-
. Banques & Etablissements Financiers	133 848,8	149 478,6	179 171,2	33,9	19,9
. dont : Résidents	71 643,4	90 900,4	143 095,7	99,7	57,4
<b>Autres</b>	<b>548 361,7</b>	<b>621 035,5</b>	<b>630 895,0</b>	<b>15,1</b>	<b>1,6</b>
. Fonds propres de base nets (en MBIF)	213 766,5	234 104,6	262 462,7	22,8	12,1
. Fonds propres (en MBIF)	248 404,6	267 074,4	295 862,9	19,1	10,8
. Risques pondérés	1 035 351,1	1 126 022,3	1 164 385,0	12,5	3,4
. Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	20,6	20,8	22,5	-	-
. Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	24,0	23,7	25,4	-	-
. Ratio de levier (norme 7%)	12,9	12,3	12,3	-	-
<b>Qualité et concentration des crédits</b>					
Grands risques	144 676,8	150 936,9	141 112,4	(2,5)	(6,5)
Créances à surveiller	49 778,1	41 649,6	49 674,4	(0,2)	19,3
Créances Non performantes	102 787,5	115 782,5	128 478,9	25,0	11,0
Impayés	152 027,7	157 432,1	178 153,3	17,2	13,2
Dépréciations	78 091,8	92 574,3	95 476,0	22,3	3,1
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	39,4	36,7	35,8	-	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	26,9	32,0	34,0	-	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	245,0	311,9	303,8	-	-
Taux des prêts non performants	14,1	14,6	16,8	-	-
Taux d'impayés	20,8	19,8	22,0	-	-
Taux de provisionnement (en %)	76,0	80,0	70,2	-	-
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	19,8	19,0	17,4	-	-
<b>Liquidité</b>					
. Coefficient de liquidité en BIF	57,2	59,4	59,8	-	-
. Coefficient de liquidité en devises	118,4	113,2	91,3	-	-
. Total crédits/total dépôts	67,6	64,5	63,1	-	-
. Rapport entre ressources Stables et Emplois Imr	136,4	137,5	140,0	-	-
. Dix gros dépôts/Total dépôts	30,6	35,0	41,5	-	-
<b>Rentabilité et performance</b>					
Résultat avant impôt	3 445,6	44 380,1	18 704,4	442,8	-
Résultat net de l'exercice	407,6	39 461,7	16 950,7	4 058,7	-
Produit Net Bancaire	34 945,3	179 672,5	49 277,5	41,0	-
ROE	-	16,62	5,7	-	-
ROA	-	-	0,7	-	-

Source : BRB